



PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 31/08/2015 et complétée le 17/09/2015	
Par :	Madame CANTETEAU Martine
Demeurant à :	La Pironnière 85450 CHAMPAGNE LES MARAIS
Sur un terrain sis à :	Le Grand Mothais 85450 Champagné-les-Marais B 179, B 89
Nature des Travaux :	démolition d'un abri à chevaux et construction d'un nouvel abri

N° PC 085 049 15 F0014

Surface de plancher : m²

Si dossier modificatif
Surface de plancher m²
antérieure :

Surface de plancher m²
nouvelle :

Le Maire de la Ville De Champagné-les-Marais

VU la demande de permis de construire présentée le 31/08/2015 par Madame CANTETEAU Martine,
VU l'objet de la demande

- pour démolition d'un abri à chevaux et construction d'un nouvel abri ;
- sur un terrain situé Le Grand Mothais

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 14/02/2008, modifié le 15/01/2013 ;

VU l'arrêté préfectoral n°12 DDTM-SERN/SIDPC n°76 du 22 février 2012 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles littoraux des communes de CHAILLE-LES-MARAIS, CHAMPAGNE-LES-MARAIS, PUYRAVAULT et SAINTE RADEGONDE-DES-NOYERS, prorogé en date du 06 mars 2015 ;

VU la Loi Littoral n°86-2 du 3 janvier 1986 codifiée aux articles L et R 146-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires et le Mer / Service Nature Territoires et Biodiversité en date du 02/10/2015 ;

Considérant que le projet n'est pas susceptible d'avoir d'incidence pendant ou après sa réalisation, ou pendant la durée du document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et espèces ayant justifié la désignation et la préservation du site, sous réserve du respect des obligations liées au PLU ;

ARRETE

Article UNIQUE : Le présent Permis de Construire est ACCORDE.

Champagné-les-Marais, le 27 octobre 2015

Le Maire,



Informations diverses

En cas d'impact avéré sur des espèces protégées consécutifs aux travaux, sur la période envisagée, une demande de dérogation pour perturbation d'espèces protégées sera nécessaire. (Les formulaires CERFA sont disponibles à la DDTM service Eau Risque et Nature.

Dans toutes les communes de la Vendée, en application des articles R.112-2 à R.112-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'arrêté ministériel du 27 juin 2006, des dispositions doivent être prises par les constructeurs pour protéger les bâtiments contre les termites et autres insectes xylophages.

La totalité du département est classée en zone de sismicité modérée suite au décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010; des règles parasismiques doivent être prises en compte lors de la construction de nouveaux bâtiments conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.